



Tours, le 10 avril 2020

Déclaration commune au Conseil de Surveillance du 10 Avril 2020,

Nous le redoutions depuis longtemps, la crise du coronavirus percute le service public de santé et l'hôpital de Tours, fragilisés depuis des années par les politiques d'économies imposées par les gouvernements successifs et appliqués sans états d'âme par les directions tout aussi successives du chu, ses présidents et membres du conseil de surveillance, vous y compris.

Pourrons-nous tenir le coup ? Si vous pouvez compter sur nous, l'inverse reste encore à prouver. Le récent rapport de la Caisse des Dépôts et Consignations commandé par le gouvernement ne nous rassure pas, bien au contraire. Les propos du directeur de l'ARS Grand Est également.

Et pourtant, la santé n'a pas de prix et il faut débloquer en urgences tous les moyens nécessaires à la gestion de cette crise, pour les personnels en première ligne et les patient-es, pour le présent comme pour l'avenir.

Cela fait des années que nous nous mobilisons pour dénoncer les plans d'économie imposés au chu depuis 2006. Nous nous sommes battus il y a 2 ans contre le plan COPERMO qui prévoit de supprimer 400 lits et 400 postes à terme. Ce plan de restructuration, vous l'avez toutes et tous autour de cette table cautionné, validé et voté d'une seule voix, direction générale, élu-es, président du conseil de surveillance et maire de Tours. Vous avez déjà fermé 130 lits et supprimé une centaine de postes depuis 2 ans. Vous ne nous avez pas écouté-es, vous nous avez même réprimé-es. Combien de banderoles enlevées, de pressions mises sur les collègues osant défendre leurs conditions de travail et les conditions d'accueil ?

Les heures sup, les whoogs et l'appel à l'intérim ont explosé depuis. Les plannings sont régulièrement modifiés parfois à la dernière minutes pour pallier l'absentéisme quotidien, le non remplacement des congés maternités et des arrêts longs ! Régulièrement les agents reviennent sur leur repos ou leur RTT, les congés sont déplacés, les formations continues refusées ou supprimées !

Pourtant, parce que les agents ont choisi de travailler à l'hôpital, parce que ils et elles ont choisi de participer à la prise en charge des patient-es. Ils et elles sont au rendez-vous de cette crise, sans aucune distinction.

Mais à quel prix : sans matériel de protection jusqu'au 25 mars, avec des infos contradictoires et changeantes jusqu'à la révélation de l'absence de stocks, rationnés depuis au mépris de la sécurité, avec une charge mentale douloureuse pour tous les personnels, obligés de changer de service, de plannings, risquant de perdre leurs congés, étant à disposition à toute heure, avec une charge de travail en hausse, devant gérer en même temps le confinement et la continuité pédagogique, en envoyant les étudiant-es, les retraité-es au charbon. Tout cela sans savoir combien de temps cela va durer. La liste est longue des

sacrifices qui sont demandés aux personnels, quelques soient leur catégorie. La réalité de nos conditions de travail au quotidien et des conditions d'accueil était déjà très dégradée. Avec la crise actuelle, cette dégradation s'accélère.

Aujourd'hui, nous manquons toujours de masques et notamment les FFP2, de gels hydro-alcooliques, de surblouses, pour toutes celles et ceux qui sont exposés. Nous manquons également de tests pour dépister tous les personnels.

Une question se pose d'ailleurs : où sont passés les stocks de masques qu'il était de votre responsabilité de mettre en place au sein de l'établissement suite au désistement de l'état en 2013 ?

Nous manquons d'effectifs, de lits, de places, pour accueillir toutes celles et ceux qui en ont besoin, les plus fragiles, et nous nous retrouvons devant des choix impossibles. Nous savons déjà que nous ne pouvons pas soigner et accompagner tout le monde, celles et ceux atteint-es par le coronavirus mais aussi celles et ceux souffrant d'autres pathologies.

Alors, il nous faut dès maintenant et pour l'avenir :

- Un budget à la hauteur pour faire face à la crise tout en poursuivant nos missions de service public. Un budget sanctuarisé, afin de renforcer nos actions après la crise. Un budget suffisant pour revaloriser significativement les grilles indiciaires, notamment des catégories C, ce serait une reconnaissance plus appréciée des agents que des applaudissements et des mercis. Arrêtons définitivement les économies sur la santé !
- L'embauche immédiate de personnels supplémentaires en nombre, la création de postes statutaires et pérennes. La réserve et les bricolages internes ne suffiront pas pour absorber le choc,
- Du matériel de protection en nombre suffisant pour tous les personnels, quelque soit leur métier, dans la sous-traitance y compris,
- Le matériel de dépistage et des tests immunologiques pour l'ensemble des personnels, sans distinction,
- La réquisition des entreprises pour produire maintenant tout le matériel nécessaire à la protection, aux soins et aux tests,
- La mise systématique en Autorisation Spéciale d'Absence (ASA) de toutes les absences liées à la crise du coronavirus avec maintien du salaire intégral, primes comprises, pour tout le monde : celles et ceux qui peuvent travailler à domicile, en confinement parce que touché-es par la maladie, à la maison pour garder les enfants, qui pour raisons diverses ne peuvent pas placer leur enfant dans les lieux de gardes collectives (problèmes géographiques, problèmes d'horaires, de transport scolaire, etc...), dont les états de santé nécessitent de rester à la maison, ayant des enfants en situation de handicap dont les structures d'accueil habituelles sont fermées ou dans l'incapacité de les prendre en charge, coincé-es à l'étranger jusqu'à leur rapatriement,
- Aucune perte de congés annuels, ni perte de cotisation de RTT, ni de RC, reconnaître que l' ASA, c'est du travail !
- La suspension du jour de carence pour tout le monde,

Déclaration commune au Conseil de Surveillance du 10 Avril 2020

- La reconnaissance en accident et maladie professionnelle pour les agent-es touché-es,
- Le respect de la réglementation du travail, des repos hebdomadaires, des congés annuels, pour tenir physiquement et être en forme sur le pont,
- La rémunération des élèves amené-es à travailler durant la gestion de la crise sanitaire sur la grille correspondante au poste occupé,
- L'arrêt de toutes restructurations,

- L'arrêt des méthodes de management autoritaire
- L'arrêt de toutes les politiques et lois d'austérités imposées à la santé,
- La tenue régulière d'un CHSCT, laissant une place importante au débat.

Le secteur public de la santé n'est pas une marchandise. Il est en première ligne pour affronter les crises, il doit être définitivement sanctuarisé avec tous les moyens nécessaires à son bon fonctionnement. C'est de votre responsabilité.